Les quévaisiers de Lanvellec à la fin du XVIII^e siècle. Leur place dans la société paroissiale

The quévaisiers of Lanvellec at the end of the eighteenth century. Their place in parish society

Erwan Léon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4429>

DOI : 10.4000/abpo.4429

ISBN : 978-2-7535-7783-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 mars 2019

Pagination : 163-179

ISBN : 978-2-7535-7782-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Erwan Léon, « Les quévaisiers de Lanvellec à la fin du XVIII^e siècle. Leur place dans la société paroissiale », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-1 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4429> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4429>

Les quévaisiers de Lanvellec à la fin du XVIII^e siècle Leur place dans la société paroissiale

Erwan LÉON

Ancien directeur de recherche en économie rurale à l'Institut national de la recherche
agronomique, membre associé du laboratoire TEMPORA de l'université Rennes 2

L'objet de cette recherche est de préciser la position sociale des quévaisiers de la paroisse de Lanvellec à la fin du XVIII^e siècle et d'en tirer des enseignements plus généraux sur la place qu'occupaient ces paysans dans les diverses paroisses trégorroises où ils étaient établis. Cette question n'a jamais été étudiée en tant que telle, sans doute parce que l'usage de quévaise qui régissait leurs tenues ne concernait qu'un nombre restreint de familles, installées exclusivement sur les terres des abbayes cisterciennes de Bégard et du Relec et sur celles de la commanderie de la Feuillée de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, successeurs des Templiers¹. Ainsi, dans l'évêché de Tréguier, là où les quévaises étaient les plus répandues, nous estimons à un maximum de 850 le nombre de tenues sous cet usage dépendant de ces deux abbayes dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle². Les quévaises de Lanvellec dépen-

1. Deux entités appartenant à cette commanderie : les membres de Pont-Melvez et du Palacret, se trouvent dans l'évêché de Tréguier. Voir LAURENT, Jeanne, *Un monde rural en Bretagne au XV^e siècle. La quévaise*, Paris, SEVPEN, 1972, 440 p., et LE MOULLEC, Yves, *Le Palacret. Tome 1, Histoire d'une commanderie en Basse-Bretagne*, Plouezec, 2015, 601 p.

2. Selon l'estimation que nous tirons du travail de Jeanne Laurent (*Un monde rural...*, op. cit., p. 157-173). Nous utilisons les listes détaillées qu'elle fournit pour le milieu du XVII^e siècle. Pour l'abbaye du Relec, l'aveu au roi daté du 21 août 1641 (Arch. dép. du Finistère, 4H 23) ; pour celle de Bégard, la déclaration pour la réformation du terrier de Bretagne (Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 1659) ; pour les commanderies de Pont-Melvez et du Palacret, (Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 2199). Notre estimation est entachée d'une double incertitude, car les quévaises n'ont pas pu être toutes repérées parfaitement par Jeanne Laurent et parce qu'il existe un écart temporel important entre le milieu du XVII^e siècle et notre période d'étude, alors même que la tendance est à la conversion de ces tenues en censives ou fécages aux XVII^e et XVIII^e siècles sur les terres des abbayes. Ce n'est pas le cas pour celles qui dépendaient des hospitaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, car ceux-ci devaient conserver en l'état le patrimoine de l'ordre (Yves LE MOULLEC, *Le Palacret...*, op. cit., p. 72). Nos travaux sur le cas – restreint – des abbayes

daient toutes des abbayes du Relec et de Bégard, soit une vingtaine de convenants³ pour chacune.

Cette faible importance numérique explique sans doute le peu d'intérêt des juristes de l'époque et des historiens pour ce mode de tenure, qui ne figure d'ailleurs pas explicitement dans les diverses versions de la coutume de Bretagne. Hévin en fait une première publication en 1682⁴. Henri III avait décidé en 1575 que les quévaises du domaine royal seraient converties en censives, mais cette décision fut peu suivie d'effet⁵. Il faut le bouillonnement des idées de la deuxième moitié du XVIII^e siècle et, plus encore, l'approche de la Révolution française pour que des juristes et des hommes politiques s'emparent du sujet et s'emploient à analyser la condition des quévaisiers. Celle-ci est alors considérée par certains aspects comme proche du servage. Cependant, les cahiers de doléances des paroisses comptant des quévaises ne mentionnent pas systématiquement des revendications concernant ce mode de tenure. Quoi qu'il en soit, l'usement de quévaise est déclaré comme féodal et aboli à ce titre le 25 août 1792 par l'Assemblée législative.

L'historiographie de la quévaise est donc assez peu fournie ; le seul travail d'envergure sur ce sujet est celui de Jeanne Laurent, mais il porte essentiellement sur le Moyen Âge et n'aborde pas réellement le thème qui nous intéresse⁶. Léon Dubreuil avait consacré à la quévaise un court chapitre de son ouvrage de référence sur le domaine congéable mais n'analysait pas en détail la place occupée par les quévaisiers dans les paroisses où ils étaient établis⁷. Annie Cunuder, de son côté, traite aussi de la quévaise dans un mémoire universitaire soutenu en 1972. Elle étudie le temporel de l'abbaye de Bégard, dont la plus grande partie est constituée de terres cultivées sous l'usement de quévaise, et aborde à cette occasion certains aspects

cisterciennes de Lanvellec montrent que la transformation en féages concernerait trois anciennes quévaises de l'abbaye de Saint-Connay sur vingt, soit 15 % du nombre de quévaises présentes lors de la réformation de 1683, mais aucune des quévaises de l'abbaye de Bégard.

3. Le mot « covenant » est le terme traditionnellement utilisé pour désigner les tenues à domaine congéable sous l'Ancien Régime. Il l'est également pour les tenues qui nous intéressent appelées indifféremment quévaises ou convenants. L'appellation covenant, qui subsiste dans la toponymie, marque de façon originale le territoire rural trégorrois.

4. *Coutume générale réformée des pais et duché de Bretagne, avec les usances particulières, revües, corrigées et augmentées* par M. Pierre HÉVIN, Rennes, Pierre Garnier, 1682.

5. HARDOUIN, Henri, « L'abolition de la quévaise au Relec », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, tome XII, 1885, p. 53-80.

6. Jeanne Laurent évoque cependant l'évolution de la quévaise aux XVII^e et XVIII^e siècles, le délitement des usements qui l'encadrent et son abolition. Elle donne peu d'éléments sur la condition économique et sociale des quévaisiers de cette époque (*Un monde rural...*, op. cit., p. 223-244).

7. DUBREUIL, Léon, *Les vicissitudes du domaine congéable en Basse-Bretagne à l'époque de la Révolution*, 2 volumes, Collection des documents inédits pour l'histoire économique de la Révolution française, Rennes, 1915. Du même auteur, voir aussi *La vente des biens nationaux dans le département des Côtes du-Nord, 1790-1830*. Paris, Honoré Champion, 1911 ; « Une tenure bretonne. Le domaine congéable », *La Révolution française*, 1910, 58, p. 481-501 et 59, p. 24-51.

de la vie économique et sociale des quévaisiers⁸. Hervé Le Goff apporte des éléments éclairants sur les origines de la quévaise⁹. Plus récemment, Yves Le Moulllec analyse de façon détaillée l'histoire et le fonctionnement de la commanderie hospitalière du Palacret, dont les biens sont régis par l'usage de quévaise du Trégor-Goëlo¹⁰.

Nous appuyant sur les enseignements qui peuvent être tirés de ces travaux, notre objectif est donc de caractériser le statut économique et social des quévaisiers au sein de la paroisse de Lanvellec, et plus précisément dans les deux frairies où se regroupent les quévaises, Saint-Connay et Saint-Carré¹¹. Les terres exploitées par ces tenanciers forment un ensemble compact dans chacune de ces frairies, qui sont par ailleurs contiguës. Cette implantation semble valider l'hypothèse souvent avancée de l'apparition de ce mode de tenure dans des territoires plutôt peu productifs, laissés de côté lors de la création des tenues à domaine congéable¹², mais il reste très difficile de préciser quand ont été créées les quévaises des abbayes que nous étudions. Nous ne disposons pas des chartes de fondation des abbayes de Bégard et du Relec, respectivement fondées en 1130 pour Bégard et 1152 pour Le Relec. Un travail récent de Claude Evans montre qu'en 1350 domaines congéables et quévaises existaient conjointement¹³.

Nous chercherons à caractériser les tenanciers qui nous intéressent en nous inspirant de l'approche prosopographique utilisée par Christian Kermaol dans sa thèse sur les notables paroissiaux du Trégor au tournant de la Révolution française, c'est-à-dire en repérant les fonctions qu'ils occupent au sein de leur paroisse. Selon cet auteur, l'accession à la notabilité des paysans peut être analysée par les responsabilités qu'ils prennent dans les fonctions paroissiales. Il précise que l'entrée dans le *cursus honorum* local repose sur trois critères : l'ancienneté de la famille, la possession d'une terre et la puissance économique¹⁴. En examinant comment les qué-

8. CUNUDER, Annie, *Le temporel de l'abbaye de Bégard à la veille de la Révolution*, mémoire de maîtrise d'histoire, sous la direction de Roger DUPUY, université de Haute-Bretagne, dactylographié, 187 p. + annexes et cartes (voir en particulier la partie 2, « Régimes et revenus domaniaux »).

9. LE GOFF, Hervé, *Bégard, le petit Cîteaux de l'Armorique*, Guipavas, Éditions Kelenn, 1980, 395 p.

10. LE MOULLEC, Yves, *Le Palacret...*, *op. cit.*

11. La paroisse de Lanvellec est répartie en sept frairies : Saint-Connay, Saint-Carré, Cosquer, Saint-Laurens, Rochquellen, Guerdioux et Kervennou.

12. DUBREUIL, Léon, « L'usage de quévaise dans le domaine de Penlan, évêché de Tréguier », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 1961, t. 68, 3, p. 408-435. L'auteur avance la date de 1255 pour la donation de la seigneurie de Penlan (région de Lannion) et la mise en place de l'usage de quévaise sur ces terres. Hervé Le Goff précise que cette donation eut lieu en 1242 et que les moines de Bégard substituèrent la quévaise au domaine congéable alors en vigueur sur ces terres, malgré l'opposition des domaniers (*Bégard...*, *op. cit.*, p. 239).

13. EVANS, Claude, *L'abbaye de cistercienne de Bégard des origines à 1476*, Brepols, 2012, p. 186-188 (acte n° 73, charte du 20 octobre 1350).

14. KERMAOL, Christian, *Les notables du Trégor. Éveil à la culture politique et évolution dans les paroisses rurales (1770-1850)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 132 et sq.

vaisiers de Lanvellec satisfont ces critères et s'ils sont appelés à exercer des fonctions paroissiales au cours des décennies précédant la Révolution, nous pourrions les situer dans l'échelle sociale paroissiale et observer si certains d'entre eux sortent du lot, malgré le handicap supposé que constitue l'usage de quévaise auquel ils sont soumis.

Nous nous plaçons dans une perspective d'une cinquantaine d'années avant la Révolution française pour décrire l'histoire des quévaisiers et de leurs familles et repérer les moments clés qui ont amené à la situation observée à la fin du XVIII^e siècle. Cet objectif nécessite de combiner diverses sources – souvent incomplètes –, pour évaluer la situation économique des quévaisiers, car il n'existe ni séries de terriers ni séries de rôles de capitation datant de cette époque dans la paroisse qui nous intéresse. Sur ce thème, les données sont lacunaires. En revanche, les séries des délibérations du corps politique de la paroisse sont pratiquement complètes et nous fournissent des informations précieuses permettant d'apprécier l'éventuel rôle social des chefs de famille quévaisiers dans les décennies précédant la Révolution.

Qui sont les quévaisiers de Lanvellec ? Quelle est leur puissance économique ?

Les sources disponibles sont donc assez disparates d'une frairie à l'autre, ce qui nous conduit à présenter notre analyse différemment selon la frairie. À Saint-Carré, les documents de base que nous avons utilisés sont le rentier de l'abbaye de Bégard de 1790 et les aveux rendus par l'abbaye en 1683 et 1701 lors de la réformation du domaine. Ce dernier fournit à cette date la surface en cordes de chaque quévaise. Pour Saint-Connay (dénommé également Saint-Gonery dans le courant du XVIII^e siècle), nous disposons de deux terriers comparables de la mense abbatiale de l'abbaye du Relec en 1751 et 1772. Après cette dernière date, nous n'avons pas retrouvé de données sur la taille économique de l'ensemble des quévaisies de la frairie. En revanche, le rôle de capitation de 1739, indiquant le métier des chefs de famille, la présence de veuves et le niveau de taxation du foyer, a pu être utilisé¹⁵.

Les quévaisiers de l'abbaye de Bégard à Saint Carré : une présence pérenne

Lors de la réformation du domaine royal en 1683¹⁶, les terres en quévaise de la frairie de Saint-Carré concernent vingt-deux tenues, pour des surfaces

15. Les indications données sur le statut économique et social des chefs de famille lors de la confection du rôle de la capitation de 1739 ne se retrouvent pas dans les paroisses environnantes. Le rôle de capitation de Lanvellec à cette même date constitue donc une source particulièrement intéressante.

16. Une déclaration additionnelle propre à l'abbaye de Bégard eut lieu en 1701. Cette déclaration rappelle avec force le statut de quévaise des convenants cités, mais ne fournit pas d'informations très différentes de celles de 1683.

s'étageant de 392 à 2855 cordes, soit de 2,4 à 17,4 ha¹⁷. Onze tenues ont une contenance inférieure à 1 000 cordes (6,1 ha), neuf se situent entre 1 000 et 2 000 cordes et deux disposent de plus de 2 000 cordes (12,2 ha). Nous fournissons d'autres estimations de dimensions pour la frairie de Saint-Connay dans un article précédent¹⁸. Elles sont fondées sur le cadastre de 1815. Compte tenu des hypothèses avancées pour établir ces estimations, les quévais de cette frairie auraient été des exploitations agricoles de 1,5 à une dizaine d'hectares, pour une superficie moyenne de 5,3 ha en terres labourables et prés. Ce qui frappe dans cette distribution, ce sont les disparités considérables constatées, alors que l'usement de quévaise pose en principe des conditions strictes à l'agrandissement des tenues¹⁹. En fait, l'analyse des mouvements de terres affectant la consistance d'une exploitation au cours d'une période donnée montre d'une part de nombreux changements à l'échelle des parcelles et des évolutions de plus grande ampleur lors des successions, comme cela a été souligné par Philippe Jarnoux²⁰ pour le domaine congéable. La plupart des familles concernées sont nombreuses, si bien que les successions ont des conséquences importantes sur le morcellement des terres ou, plus précisément, sur l'économie des quévais, car les héritages sont maintenus en consortie le plus souvent²¹. Plusieurs consorts familiaux interviennent dans le fonctionnement de l'exploitation, tout en étant solidaires vis-à-vis du propriétaire foncier, c'est-à-dire de l'abbaye de Bégard, pour le paiement de la rente et l'exécution des devoirs seigneuriaux.

La surface des tenues ne suffit évidemment pas pour évaluer la dimension économique de telle ou telle exploitation. Celle-ci dépend aussi de la qualité de la terre et de la part des terres chaudes pouvant être labourées, des prairies et des landes. Les documents utilisés ne donnent pas systématiquement ces informations, mais le nom des parcelles permet parfois d'avoir une idée de leur utilisation. Par exemple, *liorz* ou *luorz* désigne une terre en culture proche du siège de l'exploitation, *park*, une terre chaude labourée, *prad* ou *pradenn* un pré ou une prairie, *lannec* une parcelle cou-

17. Une corde vaut 60,8 m².

18. LÉON, Erwan, « Les paysans des abbayes cisterciennes dans le Trégor au moment de la Révolution française », *Généalogie* 22, 101, 2014, p. 20-25.

19. Article I de l'usement : « En Quévaize l'homme Quevaisier ne peut tenir plus d'un convenant sous mesme Seigneurie, sans le consentement exprès du Seigneur, au défaut duquel consentement l'acceptation de la seconde tenuë fait tomber la première en commise au profit du Seigneur, qui en peut disposer à sa volonté ». Présentation de l'usement faite par Hévin en 1682, reprise par Jeanne Laurent (*Un monde rural...*, op. cit.).

20. JARNOUX, Philippe, « Manorial rules, land market and agricultural change in early modern Brittany », dans BÉAUR, Gérard, SCHOFIELD, Philippe, CHEVET, Jean-Michel et PÉREZ PICASO, Maria Teresa (éd.), *Property rights, land market and economic growth in the European countryside (XIIIth-XXth centuries)*, Turnhout, ed. Brepols, 2013, p. 425-437.

21. Au XVIII^e siècle, à la suite des partages successoraux, de nombreuses tenues agricoles trégorroises, qu'elles soient à domaine congéable ou à quévaise, sont exploitées conjointement par plusieurs paysans, souvent membres de la même famille. C'est le système de la consortie.

verte de lande. Enfin, la façon dont le tenancier et ses consorts organisent et conduisent leur exploitation joue évidemment un rôle considérable dans les résultats qu'ils obtiennent.

Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du fait que la surface utilisable est très souvent partagée entre plusieurs consorts appartenant généralement à une même famille. De plus, cette situation courante évolue au gré des successions et complique l'analyse économique des quévaises.

Le montant des redevances seigneuriales ne peut pas non plus nous renseigner sur la consistance territoriale des quévaises car, d'une part, les critères de fixation de ces charges sont anciens et ne figurent pas dans les documents que nous avons consultés sur la période 1550 à 1792, et de l'autre, les montants semblent ne pas avoir varié au cours des siècles. Ce montant est réparti entre les consorts, en fonction des partages successoraux et des mouvements de terres survenus. À titre d'exemple, nous étudions ci-après le cas du convenant *Crech an Atorno* dont l'évolution est bien documentée au cours du XVIII^e siècle, grâce à un tableau détaillé récapitulant les transactions et successions survenues au cours de ces 200 ans²². Notre analyse de ce document porte sur la période 1683-1762.

L'exemple du Convent Crech an Atorno

En 1683, *Crech an Atorno* est tenu par une consortie de six personnes dont Yves Le Roux, cité en premier dans les actes, semble être le chef de file²³. Chacun des consorts dispose de « portions » des terres de la quévaise, à la suite des successions antérieures et des partages familiaux qui ont été faits à ces occasions. Les aveux des 9 et 17 mars 1683 témoignent du morcellement de l'exploitation de *Crech an Atorno* et détaillent les terres dont disposent les consorts. Les situations sont inégales car, sur un total de 1942 cordes (11,8 ha), Yves Le Roux en détient 1048 (6,4 ha), Yves Le Briz et Sébastien Le Buanec, 558 cordes (3,4 ha) en indivision et les autres consorts le reste, soit 336 cordes (2 ha). Outre les terres agricoles qui leur sont dévolues, chacun de ces paysans dispose d'une partie de maison, d'une crèche, d'une portion de cour et d'une fraction du jardin attenant, le tout valant une corde et demie (1 are).

Tous les acteurs de cette quévaise sont issus de la même famille, soit en ligne directe, soit par une succession collatérale. Ce schéma est toujours d'actualité en 1762, dernière date mentionnée dans le document utilisé. Il s'agit un aveu rendu par Janne Le Gal avec une consortie de neuf personnes pour une surface de 1699 cordes (10,3 ha). Nous constatons qu'à un siècle d'intervalle, le morcellement de l'exploitation de *Crech an Atorno* s'est

22. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, H 141. Il existe un document analogue pour le convenant *Toudic*, mais il semble moins complet. Par ailleurs, il n'est pas possible de savoir si ces deux documents sont exhaustifs.

23. Les actes dressés au moment de la réformation du domaine de 1683 rappellent que ce convenant était anciennement appelé Nicolas Le Roux.

accentué, avec dix consorts, au lieu de trois en 1683, pour une superficie qui a diminué d'1,7 hectare.

Tableau 1. Répartition des terres du convention Crech an Atorno en 1683 et 1762

Dates	Consorts	Origine de la terre	Répartition de la terre entre les consorts	
			en cordes	en ha
Aveu du 9 mars 1683	Yves Le ROUX	N. P.	1048	6,4
	Yves Le BRIZ et Sébastien Le BUANEC, par indivision	N. P.	558	3,4
Aveu du 17 mars 1683	Allain TOUDIC et François GEFFROY	Succession d'Yves TOUDIC, son père	105	0,6
		N. P.	231	1,4
		Contenance totale	1942	12

Aveu du 21 juillet 1762	François et Maturin BRICQUER	N. P.	496	3,0
	Jan ANSQUER et Guillemette Le MOAL sa femme	Succession d'Anne Le ROUX leur mère et de celle d'Yves Le ROUX leur oncle	126	0,8
	Guillaume GUILLOU et Marguerite CALVEZ sa femme	Démission verbale de Marguerite Le BUANEC, mère de Guillaume GUILLOU	370	2,2
	Pierre Le MOAL	N. P.	133	0,8
	Janne Le GAL	Acquisition de Janne Le GAL par contrats du 20 juillet 1756 et du 5 septembre 1759	220	1,3
	Yves LAHELLEC et Janne Le MORCELLEC sa femme	Succession de Marguerite GOELLEL, mère de Janne Le MORCELLEC, rachat payé à la seigneurie	62	0,4
	Olivier Le GOFF et Janne Le BOJAN sa femme	Succession de feu Le BOUGEANT père de l'avouante	70	0,4
	Yves GOASDOUE et Françoise MENOU sa femme	N. P.	137	0,8
	Me Guillaume Le BRIGANT, avocat à la cour	N. P.	85	0,5
		Contenance totale	1699	10,3

Ces observations suscitent plusieurs remarques. Tout d'abord, les successions collatérales sont admises, contrairement à ce qui est autorisé en principe par l'usage de quévaise. De plus, un même individu peut posséder plusieurs quévaises, ce qui est aussi interdit par l'usage. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà souligné, le morcellement des terres de la quévaise aboutit à une situation économique complexe, et par conséquent à un statut social dont il est difficile d'apprécier la réalité.

D'après le rentier de 1790, le dernier tenancier de cette quévaise s'appelle Pierre Le Morvan, qui réside à Plouaret, paroisse contigüe de Lanvellec. Il est qualifié de « sieur » dans ce rentier²⁴. Il détient *Crech an Atorno*, mais aussi une autre quévaise, le convenant *Toul Jan Hamon*, pour laquelle il rend aveu en 1755. Aucun lien de parenté ne semble exister entre lui et la famille qui a détenu la quévaise depuis 1683. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que Pierre Le Morvan a acquis cette terre. Compte tenu des situations observées par ailleurs, il apparaît que *Crech an Atorno* est exploité par Pierre Le Morvan, en consortie avec des membres de sa famille ou d'autres paysans, mais les éventuels consorts ne sont pas identifiés dans les documents disponibles. Enfin, son titre de « sieur » dénote une situation sociale aisée. Ce personnage est natif de Plouaret ; il s'y marie et y décède. Comme il semble y résider pendant toute sa vie, il donne probablement sa terre à bail à un fermier. Ce dernier est-il en consortie ? S'agit-il d'un membre de la famille qui possédait la terre auparavant ? Des travaux complémentaires sont encore à mener pour clarifier cette situation.

Les quévaisiers de l'abbaye du Relec à Saint-Connay, une situation économique modeste

Dans cette frairie, les tenanciers dépendent de l'abbaye cistercienne du Relec, située dans la paroisse de Plounéour-Menez, sur le flanc nord des Monts d'Arrée. Comme dans la frairie de Saint-Carré, les tenues en quévaise occupent l'essentiel de la surface agricole de la frairie. Les rentiers de la mense abbatiale disponibles permettent de comparer les situations respectives des quévaisiers en 1751 et 1772. De plus, nous avons tenté une mise en correspondance de ces situations avec le rôle de capitation de 1739, qui donne la profession ou le statut de chaque contributeur.

Sur le premier point, le pas de temps utilisé n'est pas très long, mais l'on constate que les quévaisiers de 1772 sont bien les descendants de ceux de 1751 en ligne directe ou collatérale, ou par alliance. L'utilisation du rôle de capitation de 1739 renforce ces observations, car dans quatorze cas sur vingt l'on retrouve le même tenancier présent en 1739 et 1751. Notons que le métier – ou l'état – du chef de foyer n'est pas indiqué pour 15 des 56 foyers. Il est fort probable que la plupart des chefs de famille concernés sont des paysans, mais il n'est pas possible de l'affirmer. Notre analyse ne portera donc que sur les foyers où cette information est fournie.

La question de la stabilité de longue durée des familles exploitant une quévaise nous semble particulièrement bien établie dans cette frairie. De plus, l'analyse du rôle des capitations de 1739 donne une indication sur les ressources des quévaisiers à cette époque²⁵. Compte tenu du mode de fixa-

24. Son père, Fiacre Le Morvan, porte également le titre de sieur.

25. Un indice du niveau social des foyers de la paroisse est donné par la présence de domestiques. Les montants de la capitation présentés ici correspondent à la somme des capitations du maître et de ses domestiques. Voir le tableau 2.

tion de l'impôt, par répartitions successives d'une somme fixée à l'échelle de la Bretagne, l'analyse ne peut porter que sur des comparaisons internes à la frairie, éventuellement à la paroisse.

Les observations faites sur la courbe de distribution des contributions, permettent de situer les quévaisiers par rapport aux autres contributeurs de la frairie à cette même date (voir le tableau 2 et le graphique 1).

Ainsi, les contributions des quévaisiers de Saint Connay se répartissent d'une façon assez régulière entre les capitations les plus basses (1 livre) et les plus élevées (8 livres 5 sols) de cette frairie (voir le graphique 1). Une indication complémentaire sur la position économique des uns et des autres est la distinction faite entre les « laboureurs » et les « ménagers ». Une courbe de distribution construite pour toute la paroisse montre clairement que les laboureurs sont, en moyenne, nettement moins imposés que les ménagers. Cette observation se retrouve aussi pour les quévaisiers (tableau 2). Une première hypothèse était que la césure distinguait les ménagers, dans notre cas propriétaires de terres quévaisières, et les autres paysans. Il reste encore à caractériser ce que sont les « laboureurs ». S'agit-il de sous-fermiers ou de consorts disposant d'un outil de travail modeste²⁶ ?

Dans les autres frairies de la paroisse, où aucune quévaise n'est présente et où domine le domaine congéable, la distribution des capitations est assez comparable : peu d'entre elles atteignent 15 livres de taxation. Lorsque ce montant est dépassé, il s'agit de foyers dont le chef n'est ni paysan, ni artisan, mais, par exemple, notaire ou lieutenant. Seule la frairie de Guervenou se distingue sensiblement des autres avec sept agriculteurs dont les contributions s'étagent de 10 à 20 livres. Par rapport au même type d'analyse menée par C. Kermoal dans 26 paroisses trégorroises pour l'année 1790, les 15 livres de capitation signalant la présence de paysans à l'aise sont une borne qui paraît inaccessible²⁷. Il est donc difficile de trouver dans cette paroisse des paysans aisés, au sens défini par Isabelle Guégan dans son analyse de l'accès à la terre pour les domaniers de Querrien, en Cornouaille²⁸. Toutefois, il faudrait aussi tenir compte des autres sources de revenus, dont peuvent disposer les quévaisiers, comme par exemple la propriété d'une deuxième quévaise ou de terres dans une autre paroisse. En se cantonnant à l'analyse des rôles de capitation, notre évaluation des revenus reste donc vraisemblablement partielle.

Si l'on revient enfin aux critères qui fondent la notabilité, il apparaît tout d'abord que les quévaisiers disposent d'un potentiel économique très variable, qui est souvent fonction de l'outil dont ils ont hérité. La courbe de distribution des capitations des quévaises de Saint-Connay (voir ci-dessus) permet de visualiser clairement leur position économique relative. Certains

26. Sur les sous-fermiers, voir GUÉGAN, Isabelle, « Le congément, mode privilégié d'accès à la terre. Structure foncière et domaine congéable à Querrien au XVIII^e siècle », *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, tome CXLIII, 2015, p. 202-224.

27. KERMOAL, Christian, *Les notables...*, *op. cit.*, 2002.

28. GUÉGAN, Isabelle, « Le congément... », art. cité, p. 201-224.

sont tout en bas de l'échelle avec moins de 5 livres de capitation et survivent difficilement²⁹, d'autres se rapprochent des 10 livres et bénéficient d'une certaine aisance³⁰. Aucun ne dépasse ce montant. Notons que les domaniers qui apparaissent aussi sur cette courbe se répartissent de la même façon.

En revanche, les quévaisiers du XVIII^e siècle appartiennent à des familles établies depuis des décennies, voire des siècles, sur la même terre. De ce point de vue, ils sont sans doute plus stables que les domaniers, toujours sous la menace d'un congément.

Graphique 1. Courbe de distribution des capitations de Saint-Connay

Sources : Arch. dép. du Finistère, rentier de la mense abbatiale du Relec, 1751.

Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 3631, rôle de capitation de Lanvellec, 1739.

Notes : pour construire le graphique, les capitations en livres et sols ont été converties en livres et fractions décimales de livres. Les quévaisiers sont signalés par des bâtons plus épais.

29. C'est le cas de Convent Leon, quévaise dont la capitation de 1739 n'est que d'1 livre, alors qu'elle disposait de 1148 cordes en 1713, soit 7 ha (Arch. dép. des Côtes-d'Armor, H 352, aveu de 1713 produit par Marie Meurou, mère de Jean Leon). L'existence de revenus complémentaires n'a pas été examinée.

30. Selon la hiérarchie proposée par LE GOFF, Tim J. A., *Vannes et sa région, ville et campagne dans la France du XVIII^e siècle*, Loudéac, Yves Salmon éditions, 1989, p. 189.

Tableau 2. Rôle des capitations de 1739 de la frairie de Saint-Connay

Nom	Prénom	Métier ou état et nombre de domestiques	Capitation en livres et sols	
			Quévaisiers	Autres
Bouc, Le	Louis	laboureur		15 s
Conan	François	tailleur		1 #
Conan	Guillaume	N. R. (Non renseigné)		1 #
Corrien	Yves	laboureur		1 #
<i>Leon</i>	<i>Jan</i>	<i>laboureur</i>	<i>1 #</i>	
Thos	Marguerite	N. R.		1 #
Buanec, Le	Jan	laboureur		1 # 5 s.
<i>Bozec, Le</i>	<i>Jacques</i>	<i>laboureur</i>	<i>1 # 10 s.</i>	
Bretagne	Jan	N. R.		1 # 10 s.
Coat, Le	Janne	N. R.		1 # 10 s.
Richard	François	N. R.		1 # 10 s.
Thos	Mathurin	N. R.		1 # 10 s.
Chapelain, Le	Maurice	laboureur		2 #
Goadar, Le	Laurent	tisserand		2 #
Gof, Le	Yves	N. R.		2 #
Guenegan	François	marchand		2 #
Guenneec, Le	veuve	N. R.		2 #
<i>Jegou</i>	<i>Yves</i>	<i>N. R.</i>	<i>2 #</i>	
Lepage	Jan	laboureur		2 #
<i>Rouzig, Le</i>	<i>Yves</i>	<i>agriculteur et maréchal</i>	<i>2 # 5 s</i>	
<i>Bozec, Le</i>	<i>Marguerite</i>	<i>ménagère</i>	<i>2 # 10 s</i>	
Rannou	Mathurin	laboureur		2 # 10 s
<i>Bozec, le</i>	<i>Marc</i>	<i>N. R.</i>	<i>3 #</i>	
Buanec, Le	Vincent	laboureur		3 #
<i>Denis</i>	<i>Jerome</i>	<i>ménager</i>	<i>3 #</i>	
Geffroy	Efflam (Vve)	N. R.		
<i>Henry</i>	<i>Yves</i>	<i>ménager</i>	<i>3 #</i>	
Thos	Jan	une servante		3 #
Tudoret	Pierre	laboureur		3 #
Pasquiou	Yves	laboureur		3# 10 s
<i>Pasquiou</i>	<i>Marc</i>	<i>N. R., une petite servante</i>	<i>3 # 15 s</i>	
Droniou	René	ménager		4 #
Richard	Allain (Vve)	N. R.		4 #
<i>Guern, Le</i>	<i>Jean</i>	<i>ménager, un vallet</i>	<i>4 # 5 s</i>	

Thomas	Jan	ménager	5 #	
Jegou	Joseph	laboureur, une servante	5 # 10 s	
Landouar	Claude	agriculteur et meunier	5 # 10 s	
Geffroy	Yves	ménager, une petite servante		5 # 15 s
Balch, Le	Allain	ménager		6 #
Ballan, Le	François	N. R.		6 #
Larcher	Jouachim	N. R.		6 #
Thos	Yves	N. R.		7 #
Adelin	Helaine	ménager, un vallet	7 # 5 s	
Tudoret	Yves	ménager, un vallet	8 #	
Gourbrein	François	ménager, une servante		8 # 5 s

Sources : Arch. Dép. Loire-Atlantique, B 3631, Rôle de capitation 1739 Lanvellec
Arch. Dép. du Finistère, 4 H 25, Rentier de la mense abbatiale de 1751

L'accès des quévassiers de Lanvellec aux fonctions paroissiales à la fin de l'Ancien Régime³¹

Les paroisses sont le maillon essentiel de l'administration locale, car toute la vie quotidienne est rythmée par le calendrier liturgique et ses conséquences économiques et sociales. C'est le territoire le plus fin où s'exerce un pouvoir délibératif propre – pour les aspects cultuels et immobiliers – ou délégué – pour la collecte des impôts et les corvées diverses décidées par le pouvoir royal.

La source essentielle permettant d'apprécier l'engagement des habitants dans le fonctionnement de la paroisse est constituée de la collection des registres des délibérations du général de la paroisse, particulièrement riche dans le cas de Lanvellec³². Cette série de cahiers commence en 1732 et se poursuit pratiquement sans interruption jusqu'en 1789³³. Plusieurs délibérations ont lieu chaque année. Nous avons concentré notre attention sur celles de fin d'année, moment où se font les nominations pour l'année suivante³⁴.

Les fonctions répertoriées de 1761 à 1789 concernent d'abord le corps exécutif paroissial composé de douze délibérants cooptés. Il traite des questions ayant trait à la vie quotidienne de la paroisse, qu'il s'agisse des aspects matériels du culte ou de la gestion de ses biens. Il décide aussi

31. Ce chapitre s'inspire largement du travail de C. KERMOAL, *Les notables...*, *op. cit.* Nous le remercions de nous avoir communiqué ses fiches de travail pour Lanvellec.

32. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 20 G 189.

33. Au début de la série, seule la nomination des délibérateurs de l'année suivante est mentionnée. Les autres nominations sont répertoriées progressivement. Les cahiers sont en général très lisibles et en bon état de conservation. Il manque cependant le cahier contenant les délibérations des années 1738-1741.

34. Pour une vue d'ensemble sur les paroisses trégorroises, voir KERMOAL, Christian, *Les notables...*, *op. cit.*, chapitres 1 et 2.

des investissements à engager dans ce cadre. Ces missions se font sous le contrôle du recteur et du seigneur ou de son représentant, qui participent de droit à ses délibérations. Cet organe exécutif gère enfin les relations avec les officiers royaux, en particulier pour l'organisation de la collecte des impôts royaux et leur paiement. Les douze délibérants désignent les titulaires des autres fonctions paroissiales et contrôlent l'exécution de leurs missions.

Les autres fonctions se partagent entre deux domaines : elles concernent d'une part les auxiliaires du culte, qui gèrent le temporel de l'église paroissiale et des nombreuses chapelles parsemant le territoire paroissial ou qui veillent au bon fonctionnement des confréries, fondations à objectif cultuel, de l'autre les auxiliaires du fisc, chargés de la répartition et de la collecte des fouages, vingtièmes et capitation. D'autres fonctions, tel l'entretien des grands chemins, sont mentionnées lors des délibérations. À Lanvellec, l'ensemble des fonctions implique de nombreux paroissiens chaque année : les douze délibérants, les grands fabriques de la paroisse et ceux des chapelles et des confréries, soit environ 16 personnes, et les auxiliaires du fisc, également 16 personnes, soit 44 au total. Le mandat de ces personnes est de un à trois ans. Un renouvellement est possible.

**Tableau 3 : Église, chapelles publiques et confréries
de la paroisse de Lanvellec**

Paroisse	Église	Chapelles	Confréries
Lanvellec	St Brandan	N.-D. de Pitié de St. Carré	Luminaire
		St. Connay ou St. Gonery	Sacre
		St. Goulven ou St. Gouélou	Rosaire
		St. Laurent	Aumônes
		St. Loup	Captifs en Terre Sainte
			Ste Anne
			Ste Marguerite
			Trépassés

Tableau adapté de KERMOAL, Christian, *Les notables paroissiaux du Trégor. Permanences et évolutions, thèse, 2000, annexe 115, p. 1316.*

Outre les nominations aux fonctions de délibérant, les cahiers mentionnent régulièrement celles qui concernent des responsables de premier plan, tels les deux fabriques de l'église paroissiale ou les « collecteurs généraux » des impôts, par exemple. En revanche, la série des nominations est moins complète pour les autres fonctions.

Tableau 4. Fonctions paroissiales exercées par les quévailleurs de Lanvellec (1768-1790)

Fratrie de Saint-Connay	Délibérants	Grand fabrique	Second fabrique	Fabrique des captifs	Fabrique du St. Sacrement	Fabrique de St.-Connay	Egailleur général capiton	Collecteur de la capiton	Collecteur général des tailles et fourrages	Collecteur particulier des tailles et fourrages (a)
BOUREL, Vincent		1773			1769		1775			
DENIS, Jérôme						1774	1768			
DENIS, Julien	1788-1790		1786			1775, 1782			1785	
GUERSON, Le, Alain		1771 -1772					1774	1772		
PASQUIOU, Toussaint, fils feu Marc	1784-1786		1782							
RICHARD, Alain, fils François	17811787, 1789-1790	1778						1780		St.- Connay, 1776- 1777
Nombre de fonctions : 33	15	4	2		1	3	3	2	1	2

Fratrie de Saint-Carré	Délibérants	Grand fabrique	Second fabrique	Fabrique des captifs	Fabrique du St. Sacrement	Fabrique de St.-Connay	Egailleur général capiton	Collecteur de la capiton	Collecteur général des tailles et fourrages	Collecteur particulier des tailles et fourrages (a)
BALINEC, Le, Louis										St.-Carré, 1776
CAM, Yves										Saint-Connay, 1789
GLOAN, Le, Jean	1773, 1776-1779, 1786-1788									
MENOU, Jacques				1780					1787	Saint-Connay, 1787
Nombre de fonctions: 13	8			1					1	3

Source : Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 20 G 189

Le tableau des fonctions remplies par les quévaisiers au cours des deux décennies ayant précédé la Révolution française montre une participation notable de ces paysans à la vie paroissiale. Ils occupent 46 fonctions sur les 968 pouvant théoriquement être exercées au cours de cette période. De plus, certains d'entre eux sont nommés à plusieurs reprises comme délibérants au sein du général de la paroisse ou exercent d'autres fonctions importantes : cultuelles, comme grand fabrique ou second fabrique par exemple, ou fiscales, en tant qu'égaillieur général de la capitation ou collecteur général des tailles et fourrages.

Ces fonctions se répartissent régulièrement au cours de la période d'analyse, ce qui permet de penser que l'insertion des quévaisiers dans la société paroissiale est bien établie et qu'ils peuvent avoir accès à la plupart des fonctions³⁵. Nous savons par ailleurs que les quévaisiers forment un groupe compact du point de vue territorial. Ils représentent la quasi totalité des foyers agricoles des frairies de Saint-Connay et Saint-Carré (40 sur 45 foyers). À ce titre, il paraît logique qu'ils aient leur mot à dire dans la gestion des affaires paroissiales. De fait, à différents titres, neuf familles quévaisières participent à la vie paroissiale sur la période étudiée.

Il est remarquable de constater que certains de leurs représentants exercent leurs compétences comme membres du corps politique de la paroisse à plusieurs reprises et que c'est dans ce domaine qu'on retrouve le plus souvent les quévaisiers. Ainsi, Jullien Denis (anciennes quévaises *Kergoz bras* et *Kergoz Bihan*), Toussaint Pasquiou (quévaise *Richard*), Alain Richard (quévaise *Crech ar funtun*) et Jean Le Gloan (convenants *Jan Cam* et *Le Balch*), sont chacun délibérant pendant trois ans ou plus et ont donc pu avoir une certaine influence sur la marche des affaires paroissiales. À titre d'exemple, nous pouvons remarquer que Jullien Denis (téages *Kergoz bras* et *bihan*) suit le chemin tracé par son père Jérôme en accroissant encore l'implication de la famille dans les services qu'elle rend à la communauté. Il succède à son père comme fabrique de la chapelle de Saint-Connay, occupe les postes de collecteur général des tailles et fourrages en 1785, second fabrique de l'église paroissiale en 1786 et délibérant de 1788 à 1790. Avec ces diverses fonctions, il participe d'une façon notable à la vie culturelle et économique de la communauté et fait même partie de ses notables.

•

Au moment où leur statut va être aboli par la Révolution française, les quévaisiers sont une minorité au sein d'une paysannerie basse-bretonne dont le mode de tenure dominant est le domaine congéable. Ils n'apparaissent que rarement dans les débats sociaux du début de la Révolution française, du fait de leur faible nombre, mais lorsqu'ils sont mentionnés, il est courant que leur situation soit considérée comme proche du ser-

35. Remarquons que les fonctions à remplir mobilisent de nombreux paroissiens et qu'il faut parfois aller les chercher au-delà des familles les mieux installées ou les plus aisées (KERMOAL, Christian, *Les notables...*, *op. cit.*).

vage, du fait des particularités du mode de tenure auquel ils sont soumis. Certes, les quévaisiers, lorsqu'ils s'expriment au moment de la rédaction des cahiers de doléances, demandent la fin de leur statut, mais leur situation économique et sociale au sein de leur communauté paroissiale a été peu décrite. Notre travail a cherché à combler cette lacune. Il porte sur les quévaisiers de Lanvellec, petite paroisse trégorroise proche de Lannion. Ces quévaisiers forment un groupe compact de quarante familles se répartissant à peu près également entre les deux frairies de Saint-Connay et Saint-Carré, sur les sept que compte la paroisse et dépendant respectivement des abbayes cisterciennes du Relec et de Bégard³⁶.

Il n'existe pas de sources directes permettant d'évaluer les revenus des quévaisiers de Lanvellec à la fin du XVIII^e siècle, car nous n'avons pas retrouvé les rôles de capitation de cette période. Nous avons donc dû utiliser des sources généalogiques pour relier les tenanciers présents sur leurs terres entre 1770 et 1790 à ceux du milieu du siècle, époque pour laquelle nous disposons de rôles de capitation complets pour chaque frairie de la paroisse. La stabilité des familles dans les exploitations quévaisières, qui peut atteindre deux siècles ou plus, permet de faire les raccords nécessaires pour la frairie Saint-Connay, non sans difficultés. Sur ce point, nous montrons que les quévaisiers se distribuent à peu près régulièrement sur la courbe des capitations de leur frairie, aux côtés des domaniers et des artisans locaux. Certains sont dans une situation critique avec une contribution de moins de 5 livres, d'autres sont capités de 5 à 10 livres et sont donc un peu plus aisés. Aucune famille, quévaisière ou non, ne dépasse ce seuil. Dans les autres frairies, où il n'y a aucune quévaise, la distribution des capitations est très similaire. Sans vouloir faire une comparaison hasardeuse, nous sommes donc loin de l'aisance relevée par C. Kermoal pour des domaniers du Trégor capités à plus de 15 livres en 1790.

La place des quévaisiers dans la société paroissiale ne semble pas avoir été influencée par leur situation économique relativement modeste, qui ne détonne d'ailleurs pas dans cette paroisse du Trégor. Nous l'avons étudiée en utilisant les registres des délibérations de son corps politique entre 1760 et 1790. Les situations sont assez différentes d'une frairie à l'autre. Du côté de Saint-Carré, la participation des quévaisiers aux affaires de la paroisse s'avère épisodique au cours de la période étudiée, mais l'un d'entre eux fait partie des délibérants à huit reprises. Ce qui frappe est le peu d'engagements dans les fonctions fiscales et cultuelles, trois en tout. Le manque d'intervention dans la fabrique de Notre-Dame-de-Pitié est particulièrement étonnant, alors qu'il s'agit de la principale confrérie paroissiale, justement sise dans le village de Saint-Carré. À Saint-Connay, le contexte est tout autre,

36. Dans une contribution précédente, consacrée à la frairie Saint-Connay de la paroisse de Lanvellec, nous avons analysé la dimension foncière du statut de quévaise et montré que, dans son étendue au moins, la dimension des terres qu'exploitaient les paysans quévaisiers était comparable à celle dont disposaient leurs voisins domaniers (LÉON, Erwan, *Les paysans...*, *op. cit.*).

car l'on retrouve des participations régulières aux différentes fonctions paroissiales, qu'il s'agisse du corps politique, des responsabilités cultuelles ou de l'organisation et de la perception des charges fiscales. Dans cette frairie, les quévaisiers sont nommés membres de l'organe exécutif à quinze reprises et interviennent dix-huit fois pour les autres fonctions. Au vu de ces observations, nous pouvons donc considérer qu'ils ont été pleinement insérés dans le fonctionnement paroissial.

RÉSUMÉ

En Bretagne sous l'Ancien Régime, les quévaisiers étaient des paysans travaillant sur les terres des abbayes cisterciennes de Bégard et du Relec et sur celles des Hospitaliers de Saint Jean de Jérusalem. Ce mode de tenure peu répandu donnait aux tenanciers et à leur famille la possibilité de demeurer sur leurs terres sans limitation de durée et se distinguaient, de ce point de vue, des paysans soumis au domaine congéable et susceptibles d'être congédiés. En contrepartie, les règles de l'usement de quévaise donnaient, initialement, peu de marges de manœuvre aux tenanciers. Cet article vise à analyser la condition économique et sociale des quévaisiers de la paroisse de Lanvellec, dans le diocèse de Tréguier, à la fin du XVIII^e siècle. Une analyse généalogique et l'exploitation des terriers disponibles permettent de confirmer la stabilité des familles tout au long de ce siècle grâce à des successions de père en fils – ou en fille. Des indices du statut économique de ces paysans sont établis à partir d'un rôle de capitation de 1739. Ils montrent que ces paysans ne se distinguent pas vraiment des domaniers qui les entourent. Certains sont pauvres, d'autres un peu plus aisés avec une contribution atteignant tout juste 10 livres. Quelques familles de quévaisiers, enfin, participent activement aux responsabilités paroissiales, y compris à son corps politique.

Abstract

In Brittany before the French Revolution, the quévaisiers were tenants who worked on the lands of the Cistercian abbeys of Bégard and Relec as well as on those of the Hospitallers of Saint John of Jerusalem. They were just a few families to operate a tenancy agreement that allowed peasants and their family to stay on the farms for generations. From this point of view the quévaisiers had a better situation than tenants under the domaine congéable lease system in which they could be evicted by their landlords. On the other hand, the initial rules of the agreement left tenants with little room for manoeuvre. In this paper we analyse the economic and social situation of the quévaise-tenants in Lanvellec, a parish belonging to the diocese of Tréguier, during the late eighteenth century. A genealogical approach combined with land register analysis allows us to confirm the long-lasting stability of the households on the same tenure owing to inheritances from father to son or daughter. As regards their economic standing, an investigation based on 1739 lists of capitation tax registers shows the quévaisiers can be compared with the domaine congéable tenants. Some of them were poor; others lived a little more comfortably with taxes rising to 10 pounds. Lastly some quévaisiers households took part in the parochial offices, including in political affairs.